

L'EDITO

Jurek Kuczkiewicz

LES GRECS ONT DROIT À LA VÉRITÉ, LES CRÉANCIERS AUSSI

Juncker contre Tsipras. Un président de Commission européenne contre le Premier ministre d'un Etat membre de l'Union. C'est le duel électoral inédit engagé par Jean-Claude Juncker, qui a pris la tête de la campagne pour le « oui » au référendum, en s'adressant directement au peuple grec. L'opposition désormais frontale entre Juncker et Tsipras n'est pas une confrontation de personnalités, mais de politiques, voire de conceptions de la politique. Les deux ont d'abord joué la carte du partenariat. Tsipras avait rapidement compris que Juncker, dont pourtant tout le sépare, était son meilleur allié sur la place européenne. Tandis que Juncker, rompu à l'expérience électorale, connaissait à la fois la difficulté et l'impérieuse nécessité de chercher à concilier la promesse électorale avec la dure réalité de l'exercice du pouvoir. La relation s'étant aigrie ces dernières semaines, elle s'est brisée dans cette rupture hallucinante : alors que les experts réunis dans une salle bruxelloise pensaient conclure dans la nuit, la décision athénienne du référendum a tué l'accord en train de naître. En endossant l'armure du chef de campagne pour le « oui » dans une campagne nationale, Jean-Claude Juncker « l'intermédiaire honnête » s'est mué en acteur partisan. Les puristes de la souveraineté nationale, et ils sont probablement majoritaires en

Europe, le lui reprocheront au titre de la neutralité que devrait incarner le patron d'une institution qui représente 28 Etats. D'autres au contraire soutiendront l'ambition qu'il a toujours revendiquée d'être un président de Commission politique. C'est, Juncker l'assume d'ailleurs, au titre d'une certaine conviction européenne mais aussi de sa vision de la prospérité du peuple grec, qu'il a choisi de s'engager si lourdement.

Ce faisant, il a choisi d'assumer entièrement la position tenue jusqu'ici par les créanciers de la Grèce, sans rien en renier. C'est ce qui l'a amené dans son discours de lundi, à faire porter tout le poids de l'échec de la négociation sur Tsipras et les siens. Les torts, même inégaux, sont pourtant toujours partagés. Même lorsqu'un seul pays se retrouve isolé face à 18 autres unanimes, soutenus par trois puissantes institutions.

La petite Grèce, tout déficient que soit son Etat, et tout inexpérimenté son jeune gouvernement, a pourtant eu raison depuis le début sur un point majeur que les créanciers, comme Juncker dans son discours, n'ont jamais voulu mentionner qu'en note de bas de page : la dette grecque est insoutenable. Aucun plan de redressement ne sera sérieux ni complet, sans que l'on prévoie sa réduction. Le peuple grec a droit à la vérité, dit Juncker. Les créanciers devraient aussi entendre la leur. Et la question taboue de la dette y occupe une place centrale. Puisque à travers Juncker, l'Europe a décidé de faire campagne en Grèce contre Tsipras, il faut aller au bout de la logique : compléter le discours sur les efforts indispensables, par une solution assumée sur la dette. Dans un référendum dont le résultat, quel qu'il soit, ne réglera rien du problème grec, c'est évidemment plus compliqué que de réduire le débat à « pour » ou « contre » l'euro.